

HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN

Le Quai - École supérieure d'art de Mulhouse
École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg
Académie supérieure de musique de Strasbourg

Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration

N° 065-2012

Séance du : 18 décembre 2012
Sous la présidence de : M. Daniel PAYOT, Président

Ont assisté à la séance : 17 membres
Absents excusés : 11 absents excusés dont 4 procurations
Absent non excusé :

4^{ème} point de l'ordre du jour : Budget primitif de la Haute école des arts du Rhin – exercice 2013

Le Conseil d'administration,
sur proposition de son Président,
après en avoir délibéré :

- approuve le budget primitif de la Haute école des arts du Rhin pour l'exercice 2013 tel que figurant au document budgétaire joint en annexe 1 ;

- arrête aux sommes suivantes pour l'ensemble du budget principal, le montant des chapitres :

I - En section de fonctionnement :

Chapitre	Libellé chapitre	Montant
DEPENSES		9 045 950
011	Charges à caractère général	1 340 782
012	Charges de personnel et frais assimilés	7 603 285
65	Autres charges de gestion courante	12 070
67	Charges exceptionnelles	72 250
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	17 563
RECETTES		9 045 950
70	Produits des services, des domaines et ventes	468 100
74	Dotations et participations	8 561 200
75	Autres produits de gestion courante	16 650

HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN

Le Quai - École supérieure d'art de Mulhouse
École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg
Académie supérieure de musique de Strasbourg

II. En section d'investissement :

Chapitre	Libellé chapitre	Montant
DEPENSES		267 563
20	Immobilisations incorporelles	30 000
21	Immobilisations corporelles	220 000
020	Dépenses imprévues	17 563
RECETTES		267 56
13	Subventions d'investissement	250 000
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	17 563

Total du Budget = 9 313 513 €

- approuve l'état des effectifs du personnel joint en annexe 2,
- approuve la liste des organismes pour lesquels la Haute école des arts du Rhin versera une cotisation en 2013, jointe en annexe 3.

Vote

Votants : 21
Pour : 21
Contre : -
Abstention : -

Adopté



Le Président

Daniel PAYOT

HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN

Délibération du Conseil d'administration
n° 065- 2012 du 18 décembre 2012

Objet : Budget primitif de la Haute école des arts du Rhin – exercice 2013

Exposé des motifs

Suite au débat d'orientations budgétaires qu'a tenu le Conseil d'administration le 27 septembre 2012, la présente délibération propose au Conseil le vote du budget primitif 2013.

Ce budget prévisionnel est marqué de plusieurs caractéristiques :

- si l'exercice 2012 a été l'occasion pour l'équipe de direction renouvelée de mieux cerner le fonctionnement de la Haute école des arts du Rhin dans ses différentes activités, ainsi que de travailler, avec les collectivités d'origine, à estimer les charges induites par l'autonomisation de l'établissement et, corrélativement, à en ajuster les contributions, 2013 représente le premier exercice où est rendu possible, avec le recul d'un an de fonctionnement, la mutualisation de moyens, entre les sites d'arts plastiques en particulier ;

- le budget prévisionnel 2013 a fait l'objet d'un recueil approfondi des besoins auprès des différents services de l'établissement, reflétant l'activité réelle de l'établissement ;

- il identifie des crédits spécifiques pour la recherche et la professionnalisation des étudiants en particulier, conformément aux objectifs assignés à l'établissement ;

- il tient, au global, l'engagement d'un fonctionnement à moyens constants de l'établissement, hors recettes nouvelles.

Le budget primitif 2013 comprend deux sections, qu'il est proposé au Conseil d'examiner successivement : une section de fonctionnement et une section d'investissement.

Le budget, toutes sections confondues, s'équilibre en recettes et en dépenses à 9 313 513 €.

I. Section de fonctionnement

A. Les dépenses de fonctionnement :

Au global, les dépenses de fonctionnement sont prévues à hauteur de 9 045 950 €, contre 8 850 000 € au BP 2012, soit 2 % d'augmentation. Cet écart s'explique par des inscriptions nouvelles de crédits intervenues en cours d'année 2012, tenant aux ajustements nécessités par les transferts de charge opérés des villes vers l'établissement.

Le détail de ces dépenses est présenté ci-dessous.

a) Les dépenses de personnels :

Les dépenses de fonctionnement sont pour l'essentiel constituées de charges de personnels et autres frais assimilés, pour un montant total de 7 603 285 euros.

La masse salariale et les charges afférentes constituent le plus important poste budgétaire de l'établissement, soit 84 % du total des dépenses de fonctionnement. Il est à noter que cette proportion est strictement égale à celle du BP 2012, témoignant par là de la stabilisation recherchée, en proportion, de la masse salariale.

Cette évaluation des dépenses de personnels s'appuie sur les hypothèses suivantes :

- une stabilité globale des effectifs entre 2012 et 2013 ;
- une hausse de 1 % de la masse salariale des personnels titulaires mis à disposition par les villes comme des agents gérés directement par la HEAR, pour tenir compte des évolutions mécaniques des dépenses de personnels (avancements, promotions, etc).

Cette évaluation comprend également :

- l'impact sur le chapitre 12 (rémunération et frais RH annexes) de la création des emplois décidée lors de la précédente réunion du Conseil visant à régulariser les situations de plusieurs enseignants de l'école supérieure des arts décoratifs de Strasbourg anciennement employés sous le statut de vacataires ;
- la hausse de la provision visant à couvrir le risque chômage à 70 000 euros, eu égard à l'augmentation du nombre d'agents employés directement par la HEAR ;
- l'adhésion au Centre de gestion du Bas-Rhin et la cotisation au CNFPT à hauteur de 50 500 euros ;
- la médecine du travail à hauteur de 20 000 euros.

S'y ajoutent également d'autres dépenses liées à la gestion des ressources humaines, inscrites au chapitre 11, tels que :

- le concours de la HEAR au Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique à hauteur de 25 000 euros,
- la couverture des risques statutaires à hauteur de 50 000 euros, en augmentation du fait de la hausse d'agents employés directement par la HEAR,
- les frais de déplacements et de missions pour un montant total de 44 400 euros,
- les frais de formation pour un montant total de 17 500 euros.

Il est précisé que ces charges ont été calculées au réel, selon le nombre d'agents actuellement employés directement par la HEAR et à effectifs constants en 2013.

Un état des effectifs de la HEAR au 1^{er} décembre 2012 est joint en annexe.

b) Les autres dépenses de fonctionnement

- *Des crédits spécifiquement dédiés au soutien et à la promotion de la recherche*

Conformément aux ambitions de la HEAR comme aux engagements pris devant le Conseil, il est proposé de réserver des crédits spécifiques aux activités de recherche de l'établissement.

Ces crédits concernent notamment des dépenses relatives à :

- l'invitation d'intervenants extérieurs à l'occasion de colloques, journées d'étude ou workshops (honoraires, hébergements et repas),
- des travaux d'impression ou de publication sous formes papier et/ou numérique,
- de la documentation.

Il est proposé de réserver pour ces dépenses une enveloppe de 45 050 euros en 2013. Ce

montant ne saurait être compris comme la somme totale des efforts consentis par l'établissement en faveur de la recherche puisqu'il s'entend hors masse salariale enseignante, les enseignants porteurs et acteurs de projets de recherche dévouant bien sûr une part très importante de leur temps de travail à ce champ.

▪ *Des crédits fléchés au bénéfice de la professionnalisation des étudiants*

La professionnalisation des étudiants est bien entendu l'axe structurant du projet d'établissement qui traverse par excellence les deux disciplines et les trois sites de l'établissement, de multiples façons.

Le fait que les enseignements, tant en musique qu'en arts plastiques, soient délivrés par professionnels artistes est bien entendu le premier – et le plus spécifique des – facteurs de professionnalisation des étudiants.

Mais la mise en œuvre de cet objectif passe également par des actions complémentaires, prévues au budget prévisionnel 2013, à savoir :

- la reconduction des enseignements spécifiques menés à Strasbourg et à Mulhouse sur ce thème auprès des étudiants et le travail avec des partenaires dédiés tels *Le syndicat potentiel* à Strasbourg ;
- la généralisation de la bourse d'appel à projet étudiant aux deux disciplines musique et arts plastiques et aux trois sites, avec une dotation annuelle de 20 000 euros, rendu possible par le soutien spécifique de la Région Alsace ;
- la tenue d'événements professionnalisants comme les Journées Portes ouvertes du Quai ;
- l'octroi d'une aide financière de 100 euros par an aux étudiants présentés au Diplôme national supérieur d'expression plastique (DNSEP) en 2013.

Les crédits consacrés aux expositions et événements de l'établissement sont également orientés en faveur de la professionnalisation des étudiants.

Il est ainsi proposé de prévoir 69 500 euros dédiés aux événements servant cet objectif - ainsi que la rencontre interdisciplinaire des étudiants, lors de temps forts de l'établissement, comme :

- trois résidences d'artistes prévues au total à Strasbourg et à Mulhouse en 2013 ;
- le week-end des diplômés ;
- le week-end Avant Première ;
- les expositions et événements en lien direct avec les enseignements à la Chaufferie.

▪ *Le soutien à l'international*

Le budget 2013 prévoit, avec le concours de l'Agence Europe Education France, des mobilités étudiantes et enseignantes, toutes disciplines confondues, pour un montant total prévu de 48 000 € en 2013, correspondant à :

- une cinquantaine de départs d'étudiants en études et/ou stages ;
- une dizaine de départs d'enseignants.

De même, sont prévus, au chapitre 11, 4 360 euros de cotisations de l'établissement à des organismes professionnels, dont beaucoup concourent au rayonnement international de la HEAR (AEC, Cumulus, ELIA, etc), et auxquels il est proposé d'adhérer (cf. annexe 3).

▪ *Le maintien des crédits dédiés aux fournitures scolaires*

Le budget 2013 prévoit une reconduction, au global, des crédits dédiés aux fournitures et matières utilisés par la pédagogie en arts plastiques, sur la base des crédits inscrits en 2012.

▪ *Un budget communication mutualisé et rationalisé*

De par la réunion des deux écoles d'arts plastiques et le travail mené conjointement avec les services de l'Académie supérieure de musique de Strasbourg, la communication de l'établissement tend à s'harmoniser. Elle le sera définitivement au courant de l'année 2013, avec l'adoption d'une charte graphique, élaborée en partenariat avec des enseignants et des étudiants de l'établissement.

La mutualisation des moyens dédiés à la communication permet de rationaliser les dépenses, notamment en matière d'impression ou de locations de stands par exemple. En parallèle, l'adoption d'une charte graphique unifiée et l'usage accru des messages électroniques pour diffuser l'information sont recherchés pour optimiser les dépenses de communication.

▪ *L'Académie supérieure de musique*

S'agissant des dépenses de l'Académie supérieure de musique, l'option retenue en 2012 lors du vote du budget primitif a été reconduite, à savoir :

- l'inscription au sein du budget de la Haute école des arts du Rhin des dépenses relatives aux frais de personnels exclusivement dédiés à l'Académie et employés par la HEAR. Ce poste de dépenses comprend donc la rémunération et les autres frais RH annexes (cotisations CNFPT, adhésion au centre de gestion, adhésion au CNAS, frais de déplacements et de formation par exemple) des deux agents à temps plein travaillant à l'Académie, à la rémunération des jurys et à des vacations, pour un montant estimé, en chapitre 12, à 140 500 euros ;
- l'inscription au sein du budget de la Haute école des arts du Rhin de dépenses relatives à la masse salariale des enseignants du Conservatoire de Strasbourg assurant des heures d'enseignement à l'Académie, que l'établissement rembourse annuellement à la Ville de Strasbourg, qui est leur employeur, en vertu de la convention votée par le Conseil le 13 avril 2012. Le montant prévisionnel inscrit pour 2013 est de 240 000 euros ;
- les autres dépenses relatives à l'Académie supérieure de musique relèvent du budget du Conservatoire de Strasbourg, à hauteur de la part que représente l'enseignement supérieur au sein de ses activités. Ces dépenses sont à valoriser comme participation de la Ville de Strasbourg au fonctionnement de l'Académie.

B. Les recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement sont constituées notamment de :

- 7 215 000 €, soit 80 % du total, de contributions des villes de Strasbourg et Mulhouse.

Cette part est stable par rapport au BP 2012. Il est à souligner que :

- les villes sont les plus importants contributeurs à la Haute école des arts du Rhin, avec respectivement une contribution de 5 300 000 euros pour la Ville de Strasbourg (soit 59% du total), et une contribution de 1 915 000 euros pour la Ville de Mulhouse (soit 21% du total), les proportions étant également stables par rapport à l'an passé ;
- une augmentation de 3 % de celle de la Ville de Strasbourg par rapport au BP 2012, suite aux réajustements décidés en 2012 tenant à l'évaluation affinée des transferts de charges de la Ville à la HEAR (régularisation de la situation d'enseignants de l'Ecole supérieure des arts décoratifs de Strasbourg, médecine préventive, concours au Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique, etc) ;
- une augmentation de 0,5 % de la contribution de la Ville de Mulhouse par rapport aux crédits inscrits en 2012 pour la même raison.

Il importe toutefois de rappeler que l'année 2012 représentait une année de transition et de

stabilisation du budget de la HEAR, par rapport à la charge que les écoles représentaient pour les collectivités d'origine, dont le résultat sera connu lors du vote du compte administratif. Avec cet élément supplémentaire, un taux d'évolution des contributions des villes devra être déterminé courant 2013, en vue de se doter conjointement d'un cadre partagé qui pourrait opportunément s'inscrire dans le cadre pluriannuel d'une convention d'objectifs et de moyens.

- 1 076 700 €, soit 12 % du total, de subventions de l'Etat, répartis comme suit :
 - 739 000 € de crédits provenant de la DRAC Alsace au titre du fonctionnement courant des écoles d'art,
 - 29 000 € de crédits provenant de la DRAC Alsace au titre du CFPI,
 - 27 000 € de crédits provenant de la DRAC Alsace additionnels, conditionnés au développement de la politique de recherche de la HEAR,
 - 9 100 € de crédits provenant du Ministère de la culture et de la communication au titre de deux projets de recherche en arts plastiques, Didactique tangible et De traits et d'esprit, retenus en 2012 au titre de l'appel à projet du Ministère,
 - 272 600 € de la part du Ministère de la culture et de la communication au titre de l'enseignement supérieur de la musique porté par l'Académie supérieure de musique de Strasbourg.

Il est à noter que les prévisions de recettes témoignent de l'augmentation, en 2012, des crédits que l'Etat a dédié à l'enseignement supérieur de musique (+ 40 000 euros), les autres recettes restant stables ;

- 468 100 €, soit 5 % du total, de recettes propres aux écoles, constituées de droits d'inscription et de scolarité mais également de recettes des ateliers publics et de vente de ses ouvrages et publications, soit 1 % de moins que l'an passé (- 89 634 €).

Ce différentiel s'explique, pour hauteur de 20 000 € environ, par la fin de la compensation par l'Etat de l'exonération de droits de scolarité des étudiants boursiers de niveau 0 en arts plastiques, annoncée à l'été 2012.

- 150 000 €, soit 2 % du total, de la part du Département du Bas-Rhin au titre de son soutien à l'éducation artistique ;

- 60 000 €, soit 1 % du total, de la part de la Région Alsace, au titre de son soutien à la professionnalisation des étudiants, à la promotion des métiers et des talents et à l'innovation.

Ces recettes s'élevant au total à 9 045 950 euros, la section de fonctionnement est donc équilibrée.

II. Section d'investissement

La section d'investissement concerne strictement les dépenses d'investissement courant – constitués de matériels et d'équipements pédagogiques – les travaux relatifs aux bâtiments restant à la charge des villes, qui sont propriétaires de ces derniers.

A. *Les dépenses d'investissement*

Il est proposé de doter la section d'investissement, en dépenses, du même montant qu'en 2012, lequel correspond aux dépenses antérieurement consenties par les villes en ce domaine par les deux écoles d'art, soit 250 000 €, augmenté du montant de la dotation aux amortissements évalués en 2012, soit 267 563 € au total.

L'investissement courant relatif à l'enseignement supérieur de la musique reste du ressort du Conservatoire de musique de Strasbourg, soit de la Ville de Strasbourg, qui pourra le valoriser

dans sa participation au financement de l'enseignement supérieur de la musique.

Il est précisé qu'il est mis fin à l'avance de trésorerie que la Ville de Strasbourg avait permise à titre gracieux en 2012. Afin d'éviter, notamment en début d'exercice, des difficultés de trésorerie pour l'établissement, les villes et les autres contributeurs s'efforceront, dans cette logique, de verser tout ou partie de leur contribution ou subvention à la HEAR dès le début d'exercice.

B. Les recettes d'investissement

Les recettes d'investissement se répartissent comme suit :

- 190 500 € (soit 71 % du total), de subvention d'équipement de la part de la Ville de Strasbourg ;
- 59 500 € (soit 22 % du total), de subvention d'équipement de la part de la Ville de Mulhouse,
- 17 563 € (soit 6,5 % du total), de recettes d'ordre tenant au transfert entre la section de fonctionnement et la section d'investissement du montant correspondant à la dotation aux amortissements estimée pour 2012.

Ces recettes pourront le cas échéant être complétées de subventions d'équipement de la DRAC Alsace en cours d'année, comme c'était le cas jusqu'à l'exercice 2011.

Avec des dépenses et des recettes s'élevant au total à 267 563 €, la section d'investissement 2012 de la Haute école des arts du Rhin est donc équilibrée.

Délibéré

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil d'administration,
sur proposition de son Président,
après en avoir délibéré :

- approuve le budget primitif de la Haute école des arts du Rhin pour l'exercice 2013 tel que figurant au document budgétaire joint en annexe 1 ;

- arrête aux sommes suivantes pour l'ensemble du budget principal, le montant des chapitres :

I - En section de fonctionnement :

Chapitre	Libellé chapitre	Montant
DEPENSES		9 045 950
011	Charges à caractère général	1 340 782
012	Charges de personnel et frais assimilés	7 603 285
65	Autres charges de gestion courante	12 070
67	Charges exceptionnelles	72 250
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	17 563
RECETTES		9 045 950
70	Produits des services, des domaines et ventes	468 100
74	Dotations et participations	8 561 200
75	Autres produits de gestion courante	16 650

II. En section d'investissement :

<i>Chapitre</i>	<i>Libellé chapitre</i>	<i>Montant</i>
DEPENSES		267 563
20	<i>Immobilisations incorporelles</i>	30 000
21	<i>Immobilisations corporelles</i>	220 000
020	<i>Dépenses imprévues</i>	17 563
RECETTES		267 56
13	<i>Subventions d'investissement</i>	250 000
040	<i>Opérations d'ordre de transfert entre sections</i>	17 563

Total du Budget = 9 313 513 €

- approuve l'état des effectifs du personnel joint en annexe 2,
- approuve la liste des organismes pour lesquels la Haute école des arts du Rhin versera une cotisation en 2013, jointe en annexe 3.



BP 2013 EPCC

REPUBLIQUE FRANCAISE

HAUTE ECOLE DES ARTS DU RHIN

M 14

BUDGET PRIMITIF

ANNEE 2013

PRÉFECTURE DU BAS-RHIN
19 DEC. 2012
Bureau du Contrôle de Légalité

I - INFORMATIONS GENERALES	
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	
I	B

I - L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement;
- au niveau du chapitre pour la section d'investissement.
- sans les chapitres "opérations d'équipement" de l'état III B 3
- sans vote formel sur chacun des chapitres.

II - En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense "opération

III - Les provisions sont :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recettes de la section d'investissement)

IV - La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne "Pour mémoire") s'effectue par rapport à la colonne du budget - primitif - de l'exercice.

Si le présent budget est un budget supplémentaire, reporter le budget primitif et le cumul des décisions budgétaires du budget en cours.

V - Le présent budget a été voté :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET
VUE D'ENSEMBLE

II	
A1	

FONCTIONNEMENT

DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	
V O T E	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET	9 045 950,00	9 045 950,00
	+	+	+
	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT	0,00	0,00
R E P O R T S	002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	0,00	0,00
	=	=	=
TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		9 045 950,00	9 045 950,00

INVESTISSEMENT

DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	
V O T E	CREDITS D'INVESTISSEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068)	267 563,00	267 563,00
	+	+	+
	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT	0,00	0,00
R E P O R T S	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE	0,00	0,00
	=	=	=
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		267 563,00	267 563,00
TOTAL			
TOTAL DU BUDGET		9 313 513,00	9 313 513,00

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT - CHAPITRES

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

	II	A2
--	-----------	-----------

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles	VOTE	TOTAL (=RAR+vote)
011	Charges à caractère général	1 243 660,00	0,00	1 340 782,00	1 340 782,00	1 340 782,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	7 436 100,00	0,00	7 603 285,00	7 603 285,00	7 603 285,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	113 190,00	0,00	12 070,00	12 070,00	12 070,00
656	Secours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses de gestion courante	8 792 950,00	0,00	8 956 137,00	8 956 137,00	8 956 137,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	57 050,00	0,00	72 250,00	72 250,00	72 250,00
68	Dotations aux provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles de fonctionnement	8 850 000,00	0,00	9 028 387,00	9 028 387,00	9 028 387,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opé. d'ordre de transferts entre sections	0,00	0,00	17 563,00	17 563,00	17 563,00
043	Opé. d'ordre à l'intérieur de la section fonct.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'ordre de fonctionnement	0,00	0,00	17 563,00	17 563,00	17 563,00
	TOTAL	8 850 000,00	0,00	9 045 950,00	9 045 950,00	9 045 950,00
D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE						
		0,00				0,00
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES		8 850 000,00				9 045 950,00

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles	VOTE	TOTAL (=RAR+vote)
013	Atténuation de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine et ventes...	557 734,00	0,00	468 100,00	468 100,00	468 100,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	8 274 556,00	0,00	8 561 200,00	8 561 200,00	8 561 200,00
75	Autres produits de gestion courante	7 910,00	0,00	16 650,00	16 650,00	16 650,00
	Total des recettes de gestion courante	8 840 200,00	0,00	9 045 950,00	9 045 950,00	9 045 950,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	9 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles de fonctionnement	8 850 000,00	0,00	9 045 950,00	9 045 950,00	9 045 950,00
042	Opé. d'ordre de transferts entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opé. d'ordre à l'intérieur de la section fonct.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'ordre de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	8 850 000,00	0,00	9 045 950,00	9 045 950,00	9 045 950,00
R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE						
		0,00				0,00
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES		8 850 000,00				9 045 950,00

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES		8 850 000,00	Pour information	9 045 950,00
AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DEGAGE AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		17 563,00	Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement qui viennent financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité	

	A3
--	----

RECETTES D'INVESTISSEMENT	207 300,00
---------------------------	------------

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DEGAGE PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	17 563,00
--	-----------

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE DU BUDGET

II
B1

1 - DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles	Opérations d'ordre	TOTAL
011	Charges à caractère général	1 340 782,00	0,00	1 340 782,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	7 603 285,00		7 603 285,00
014	Atténuation de produits	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	12 070,00	0,00	12 070,00
656	Secours	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	72 250,00	0,00	72 250,00
68	Dotations aux amortissements et provisions	0,00	17 563,00	17 563,00
71	Production stockée (ou déstockage)	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	Virement à la section d'investissement		0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement - Total		9 028 387,00	17 563,00	9 045 950,00
		D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE		0,00
		TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES		9 045 950,00

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles	Opérations d'ordre	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges		0,00	0,00
16	Rembt. d'emprunts (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation	0,00		0,00
19	Différences sur réalisations d'immobilisations		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	30 000,00	0,00	30 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	220 000,00	0,00	220 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Partic. et créances rattachées à des partic.	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissements des immobilisations (reprise)		0,00	0,00
29	Provisions pour dépréciation des immobilisations		0,00	0,00
39	Provisions pour dépréciation des stocks et en-cours		0,00	0,00
45...1	Total des opérations pour compte de tiers	0,00		0,00
481	Charges à répartir sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Provisions pour dépréciation des comptes de tiers		0,00	0,00
59	Prov. pour dépréciation des comptes financiers		0,00	0,00
3..	Stocks	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	17 563,00	0,00	17 563,00
Dépenses d'investissement - Total		267 563,00	0,00	267 563,00
		D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE		0,00
		TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES		267 563,00

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE DU BUDGET

II
B2

2 - RECETTES (du présent budget + Restes à réaliser)

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles	Opérations d'ordre	TOTAL
013	Atténuation de charges	0,00	0,00	0,00
60	Achats et variation des stocks	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, et ventes diverses	468 100,00	0,00	468 100,00
71	Production stockée (ou déstockage)	0,00	0,00	0,00
72	Travaux en régie	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	8 561 200,00	0,00	8 561 200,00
75	Autres produits de gestion courante	16 650,00	0,00	16 650,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges	0,00	0,00	0,00
Recettes de fonctionnement - Total		9 045 950,00	0,00	9 045 950,00

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	9 045 950,00

INVESTISSEMENT		Opérations réelles	Opérations d'ordre	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	250 000,00	0,00	250 000,00
15	Provisions pour risques et charges	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budg.)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation	0,00	0,00	0,00
19	Différences sur réalisations d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Partic. et créances rattachées à des partic.	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissements des immobilisations	0,00	0,00	0,00
29	Provisions pour dépréciation des immobilisations	17 563,00	0,00	17 563,00
39	Provisions pour dépréciation des stocks et en-cours	0,00	0,00	0,00
45...2	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00
481	Charges à répartir sur plusieurs exercices	0,00	0,00	0,00
49	Provisions pour dépréciation des comptes de tiers	0,00	0,00	0,00
59	Prov. pour dépréciation des comptes financiers	0,00	0,00	0,00
3..	Stocks	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
Recettes d'investissement - Total		250 000,00	17 563,00	267 563,00

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
AFFECTATION AU COMPTE 1068	0,00
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	267 563,00

III - VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES DEPENSES

Chap/ art.	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Propositions nouvelles du Président	Vote du Conseil d'Administration
011	Charges à caractère général	1 243 660,00	1 340 782,00	1 340 782,00
6042	Achats de prestations de serv. (autres que terrains à amén.)	38 440,00	17 000,00	17 000,00
60611	Eau et assainissement	37 970,00	23 500,00	23 500,00
60612	Énergie - Électricité	219 120,00	220 000,00	220 000,00
60622	Carburants	0,00	2 600,00	2 600,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	310,00	310,00
60631	Fournitures d'entretien	3 700,00	5 550,00	5 550,00
60632	Fournitures de petit équipement	13 970,00	36 010,00	36 010,00
60636	Vêtements de travail	300,00	4 300,00	4 300,00
6064	Fournitures administratives	3 000,00	11 000,00	11 000,00
6065	Livres, disques, cassettes...(bibliothèques et médiathèques)	20 600,00	27 200,00	27 200,00
6067	Fournitures scolaires	87 980,00	127 250,00	127 250,00
6068	Autres matières et fournitures	11 600,00	34 400,00	34 400,00
611	Contrats de prestations de services avec des entreprises	78 910,00	4 400,00	4 400,00
6132	Locations immobilières	200,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	4 860,00	8 865,00	8 865,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	540,00	540,00
61521	Terrains	4 780,00	0,00	0,00
61522	Bâtiments	30 100,00	40 534,00	40 534,00
61524	Bois et forêts	0,00	4 150,00	4 150,00
61551	Matériel roulant	1 300,00	3 000,00	3 000,00
61558	Autres biens mobiliers	10 360,00	15 700,00	15 700,00
6156	Maintenance	42 980,00	38 470,00	38 470,00
616	Primes d'assurance	43 320,00	70 000,00	70 000,00
6182	Documentation générale et technique	4 250,00	1 000,00	1 000,00
6184	Versements à des organismes de formation	20 090,00	16 000,00	16 000,00
6185	Frais de colloques et séminaires	1 500,00	1 500,00	1 500,00
6188	Autres frais divers	74 350,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	34 950,00	98 369,00	98 369,00
6228	Divers	2 000,00	2 000,00	2 000,00

III - VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES DEPENSES

III
A1

Chap/ art.	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Propositions nouvelles du Président	Vote du Conseil d'Administration
6231	Annonces et insertions	20 670,00	17 200,00	17 200,00
6233	Foires et expositions	65 100,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	68 640,00	67 050,00	67 050,00
6241	Transports de biens	1 130,00	7 255,00	7 255,00
6247	Transports collectifs	34 740,00	19 000,00	19 000,00
6251	Voyages et déplacements	17 940,00	28 150,00	28 150,00
6256	Missions	28 090,00	24 250,00	24 250,00
6257	Réceptions	34 100,00	104 439,00	104 439,00
6261	Frais d'affranchissement	38 450,00	17 000,00	17 000,00
6262	Frais de télécommunications	11 830,00	87 350,00	87 350,00
627	Services bancaires et assimilés	20,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations...)	3 630,00	4 240,00	4 240,00
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts et bois communaux ...)	310,00	1 800,00	1 800,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	100 000,00	93 400,00	93 400,00
62878	Remboursement de frais à d'autres organismes	0,00	21 000,00	21 000,00
6288	Autres services extérieurs	28 380,00	10 000,00	10 000,00
637	Autres impôts, taxes et versements assimilés (autres organ.)	0,00	25 000,00	25 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	7 436 100,00	7 603 285,00	7 603 285,00
6218	Autre personnel extérieur	0,00	3 636 872,00	3 636 872,00
6336	Cotis. au centre national et centres de gestion de la FPT	53 840,00	50 200,00	50 200,00
64111	Rémunération principale personnel titulaire	7 145 190,00	478 114,00	478 114,00
64131	Rémunération personnel non titulaire	225 000,00	3 329 599,00	3 329 599,00
64731	Versées directement	0,00	70 000,00	70 000,00
64732	Versées aux A.S.S.E.D.I.C.	12 070,00	0,00	0,00
6474	Versements aux autres oeuvres sociales	0,00	18 500,00	18 500,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	20 000,00	20 000,00
014	Atténuation de produits	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courantes	113 190,00	12 070,00	12 070,00
651	Redev. pour conces. brevets, lic. proc., dis & val. simil.	2 090,00	1 920,00	1 920,00

III - VOTE DU BUDGET
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES DEPENSES**III**
A1

Chap/ art.	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Propositions nouvelles du Président	Vote du Conseil d'Administration
6574	Subv. fonc. aux associations & autres organismes droit privé	16 100,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de la gestion courante	95 000,00	10 150,00	10 150,00
656	Secours	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (A) = (011+012+014+65+656)		8 792 950,00	8 956 137,00	8 956 137,00

III - VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES DEPENSES

III
A1

Chap/ art.	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Propositions nouvelles du Président	Vote du Conseil d'Administration
66	Charges financières (b)	0,00	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE Calcul du 66112 Montant des ICNE de l'exercice = Montant de l'exercice N-1 =	0,00 0,00	0,00 0,00	0,00 0,00
67	Charges exceptionnelles (c)	57 050,00	72 250,00	72 250,00
6711	Intérêts moratoires et pénalités sur marchés	50,00	50,00	50,00
6714	Bourses et prix	57 000,00	72 200,00	72 200,00
68	Dotations aux provisions (d) (6)	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (e)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES REELLES =(a)+(b)+(c)+(d)+(e)		8 850 000,00	9 028 387,00	9 028 387,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	0,00	17 563,00	17 563,00
6811	Dot. aux amortis. des immobilisations incorp. & corporelles	0,00	17 563,00	17 563,00
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		0,00	17 563,00	17 563,00
043	Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonct.	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		0,00	17 563,00	17 563,00
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		8 850 000,00	9 045 950,00	9 045 950,00
RESTES A REALISER N-1			+	0,00
D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE		0,00	+	0,00
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES		8 850 000,00	=	9 045 950,00

III - VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES RECETTES

III
A2

Art.	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Propositions nouvelles du Président	Vote du Conseil d'Administration
013	Atténuation de charges	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine et ventes...	557 734,00	468 100,00	468 100,00
7062	Redevances et droits des services à caractère culturel	100 000,00	0,00	0,00
7067	Redevances et droits des services périscolaires et d'enseig	276 000,00	466 100,00	466 100,00
70688	Autres prestations de service	161 034,00	0,00	0,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	1 500,00	0,00	0,00
7088	Autres produits d'activités annexes (abts & vente d'ouv.)	19 200,00	2 000,00	2 000,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	8 274 556,00	8 561 200,00	8 561 200,00
74718	Autres	1 000 600,00	1 076 700,00	1 076 700,00
7472	Régions	0,00	60 000,00	60 000,00
7473	Départements	200 000,00	150 000,00	150 000,00
74748	Participations autres communes	7 048 156,00	7 215 000,00	7 215 000,00
7477	Budget communautaire et fonds structurels	25 800,00	58 000,00	58 000,00
7478	Autres organismes	0,00	1 500,00	1 500,00
75	Autres produits de gestion courante	7 910,00	16 650,00	16 650,00
752	Revenus des immeubles	3 500,00	0,00	0,00
757	Redevances versées par les fermiers et concessionnaires	1 700,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	2 710,00	16 650,00	16 650,00
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES		8 840 200,00	9 045 950,00	9 045 950,00
(a) = (70+73+74+75+013)				

III - VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES RECETTES

					III
					A2
Art.	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Propositions nouvelles du Président	Vote du Conseil d'Administration	
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00	0,00
7621 7622	Intérêts encaissés à l'échéance Intérêts - Rattachement des ICNE Calcul du 7622 Montant des ICNE de l'exercice = Montant de l'exercice N-1 =	0,00 0,00 0,00 0,00	0,00 0,00 0,00 0,00	0,00 0,00 0,00 0,00	0,00 0,00 0,00 0,00
77	Produits exceptionnels (c)	0,00	0,00	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	9 800,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur amortissements et provisions (d)	9 800,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges (e)	0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL RECETTES REELLES = A+B+C+D+E		8 850 000,00	9 045 950,00	9 045 950,00	
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonct.	0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		8 850 000,00	9 045 950,00	9 045 950,00	
RESTES A REALISER N-1				+	0,00
R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE		0,00		+	0,00
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES		8 850 000,00		=	9 045 950,00

III - VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES

III
B1

Chap/ art.	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Propositions nouvelles du Président	Vote du Conseil d'Administration
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00	30 000,00	30 000,00
2031	Frais d'études	0,00	2 000,00	2 000,00
2051	Concessions et droits similaires	0,00	28 000,00	28 000,00
204	Subventions d'équipements versées	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	250 000,00	220 000,00	220 000,00
2135	Installations générales, agencements, aménag. des construc.	0,00	3 500,00	3 500,00
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	0,00	40 000,00	40 000,00
2184	Mobilier	0,00	50 000,00	50 000,00
2188	Autres immobilisations corporelles	250 000,00	126 500,00	126 500,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
	Opérations d'équipement n°	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	250 000,00	250 000,00	250 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation à...	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	300 000,00	0,00	0,00
274	Prêts	300 000,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	17 563,00	17 563,00
	Total des dépenses financières	300 000,00	17 563,00	17 563,00
45...1	Opérations pour compte de tiers n°			
		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DEPENSES REELLES DE L'EXERCICE	550 000,00	267 563,00	267 563,00

III - VOTE DU BUDGET

3

B1

Chap/ art.	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Propositions nouvelles du Président	Vote du Conseil d'Administration
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
	Reprises sur autofinancement antérieur			
	Charges transférées	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
	TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	550 000,00	267 563,00	267 563,00
	RESTES A REALISER N-1			+
D 001	RÉSULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00		+ 0,00
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	550 000,00		= 267 563,00

III - VOTE DU BUDGET **SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES**

III
B2

Chap/ art.	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Propositions nouvelles	Vote
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
13248	Autres communes	250 000,00	250 000,00	250 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	250 000,00	250 000,00	250 000,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opération)	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	250 000,00	250 000,00	250 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions d'investissement non transf.	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation à...	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	300 000,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	300 000,00	0,00	0,00
45...2	Opérations pour compte de tiers n°			
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00
	TOTAL RECETTES REELLES DE L'EXERCICE	550 000,00	250 000,00	250 000,00

III - VOTE DU BUDGET
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES

III
B2

Chap/ art.	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Propositions nouvelles du Président	Vote du Conseil d'Administration
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00	0,00	0,00
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	0,00	17 563,00	17 563,00
28051	Concessions et droits similaires	0,00	1 403,00	1 403,00
28183	Matériel de bureau et matériel informatique	0,00	8 565,00	8 565,00
28184	Mobilier	0,00	697,00	697,00
28188	Autres	0,00	6 898,00	6 898,00
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT				
041	Opérations patrimoniales	0,00	17 563,00	17 563,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE				
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		550 000,00	267 563,00	267 563,00
RESTES A REALISER N-1			+	0,00
R 001 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE		0,00	+	0,00
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES		550 000,00	=	267 563,00

IV - ANNEXES		IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - DEPENSES		A6.1

A6.1 - DETAIL DES DEPENSES

Art. (1)	Libellé (1)	Pour mémoire		Vote du Conseil d'Administration
		Budget précédent	Restes à réaliser	
DEPENSES TOTALES (I) = A+B+C+D				
HORS CHARGES TRANSFEREES II = A+B+C				
16	Emprunts et dettes assimilées hors 16449 et 166 (A)	300 000,00	0,00	I 17 563,00
Autres dépenses financières (sous-total) (B)				
27	Autres immobilisations financières	300 000,00	0,00	II 17 563,00
274	Prêts	300 000,00		
020	Dépenses imprévues	0,00		
Transferts entre sections = C+D				
	Reprises sur autofinancement antérieur : (C)	0,00		17 563,00
	Charges transférées (D) = E+F+G	0,00		0,00
	Travaux en régie (E)	0,00		0,00
	Charges à répartir sur plusieurs exercices (F)	0,00		0,00
	Stocks (G)	0,00		0,00
Op. de l'exercice		Solde d'exécution		CUMUL

ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - RECETTES	A6.2
--	-------------

A6.2 - DETAIL DES RECETTES

Art.	Libellé	Pour mémoire		Vote du Conseil d'Administration
		Budget précédent	Restes à réaliser	
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a+b+c+d				
	Ressources propres externes (a)	300 000,00		III
	Autres recettes financières (b)		0,00	0,00
138	Autres subventions d'investissement non transférables	300 000,00	0,00	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00
Transferts entre sections (c)				
021	Virement de la section de fonct. (d)	0,00		0,00
		0,00		0,00

Op. de l'exercice	Solde d'exécution	Affectation c/1068	CUMUL
-------------------	-------------------	--------------------	-------

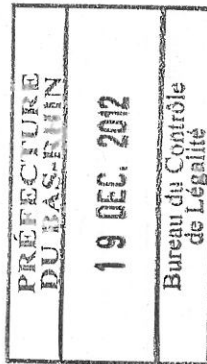
	Déficit (I)-(III)	Excédent (III)-(I)	Résultat hors charges transférées = III-II
Solde des op. financières	17 563,00		-17 563,00

Montant	
Dépenses financières (IV)	17 563,00
Recettes financières (V)	0,00
Solde (recettes-dépenses)	-17 563,00
Solde net hors créances sur autres collectivités publiques (c/2763) et charges transférées (D)	-17 563,00

IV - ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

D2 - ARRETE - SIGNATURES

<p>Présenté par le Président A Mulhouse, le 18/12/2012</p> <p>Le Président</p> <p>Délibéré par le conseil d'administration, réuni en session.....</p> <p>A Mulhouse, le 18/12/2012</p>	<p>Nombre de membres en exercice 28</p> <p>Nombre de membres présents 17</p> <p>Nombre de suffrages exprimés 21</p> <p>VOTES : Pour 21</p> <p>Contre -</p> <p>Abstentions -</p> <p>Date de convocation : 12/12/2012</p>
<p>Les membres du conseil d'administration</p>	
<p>Certifié exécutoire par Le Président, compte tenu de la transmission en préfecture le 19/12/2012 et de la publication le 19/12/2012</p> <p>A Strasbourg le 19/12/2012</p>	

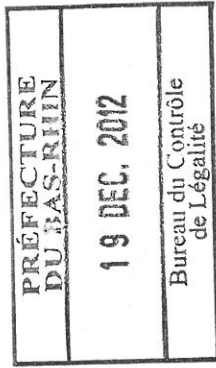


HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN

Le Qual - École supérieure d'art de Mulhouse
École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg
Académie supérieure de musique de Strasbourg

Annexe 2 à la délibération du Conseil d'administration du 18 décembre 2012

Etat des effectifs au 1^{er} décembre 2012



Filière administrative						
Cadre d'emplois	Fourchette de grades	Temps de travail	Grade occupé par l'agent en poste	Nombre de postes de ce type	Motifs pour lesquels les postes peuvent être occupés par des agents non titulaires	Rémunération minimum Rémunération maximum
Administrateur territorial	d'attaché à administrateur	Temps complet	Administrateur	1	Art. 3-1 ; 3-2 ; 3-3 2° Loi n°84-53	IM 349 IM 798
Attaché territorial	d'attaché à directeur	Temps complet	Attaché	1	Art. 3-1 ; 3-2 ; 3-3 2° Loi n°84-53	IM 349 IM 798
	d'attaché à attaché principal	Temps complet	Attaché principal	2	Art. 3-1 ; 3-2 ; 3-3 2° Loi n°84-53	IM 349 IM 783
		Temps complet	Attaché	4	Art. 3-1 ; 3-2 ; 3-3 2° Loi n°84-53	IM 349 IM 783
		Temps complet	Vacant	1	Art. 3-1 ; 3-2 ; 3-3 2° Loi n°84-53	IM 349 IM 783
Attaché territorial-Administrateur	d'attaché à administrateur	Temps complet	Attaché principal	1	Art. 3-1 ; 3-2 ; 3-3 2° Loi n°84-53	IM 349 IM 821
Directeur d'établissement territorial d'enseignement artistique	de directeur d'établissement de 2 ^{ème} catégorie à directeur d'établissement de 1 ^{ère} catégorie	Temps complet	Rédacteur principal de 1 ^{ère} classe	2	Art. 3-1 ; 3-2 Loi n°84-53	IM 314 IM 562
Rédacteur territorial	de rédacteur à rédacteur principal de 1 ^{ère} classe	Temps complet	Rédacteur principal de 2 ^{ème} classe	1	Art. 3-1 ; 3-2 Loi n°84-53	IM 314 IM 562
			Rédacteur	3	Art. 3-1 ; 3-2 Loi n°84-53	IM 314 IM 562
			Vacant	1	Art. 3-1 ; 3-2 Loi n°84-53	IM 314 IM 562
		Temps non complet : 60%	Rédacteur	1	Art. 3-1 ; 3-2 Loi n°84-53	IM 314 IM 562
Rédacteur territorial	de rédacteur à rédacteur principal de 1 ^{ère} classe	Temps complet	Rédacteur	1	Art. 3-1 ; 3-2 Loi n°84-53	IM 314 IM 562
Adjoint administratif territorial	d'adjoint administratif de 2 ^{ème} classe à adjoint administratif principal de 1 ^{ère} classe	Temps complet	Adjoint administratif de 1 ^{ère} classe	4	Art. 3-1 ; 3-2 Loi n°84-53	IM 308 IM 430
Adjoint administratif territorial	d'adjoint administratif principal de 1 ^{ère} classe	Temps complet	Adjoint administratif de 2 ^{ème} classe	4	Art. 3-1 ; 3-2 Loi n°84-53	IM 308 IM 430
			Vacant	1	Art. 3-1 ; 3-2 Loi n°84-53	IM 308 IM 430

Filière culturelle						
Cadre d'emplois	Fourchette de grades	Temps de travail	Grade occupé par l'agent en poste	Nombre de postes de ce type	Motifs pour lesquels les postes peuvent être occupés par des agents non titulaires	Rémunération minimum Rémunération maximum
Directeur d'établissement territorial d'enseignement artistique	de directeur d'établissement de 1 ^{ère} catégorie de professeur d'enseignement artistique de classe normale à professeur d'enseignement artistique hors classe	Temps complet	Directeur d'établissement d'enseignement artistique de 1 ^{ère} catégorie	1	Art. 3-1 ; 3-2 ; 3-3 2° Loi n°84-53	IM 478 IM 821
		Temps complet	Professeur d'enseignement artistique hors classe	27	Art. 3-1 ; 3-2 ; 3-3 2° Loi n°84-53	IM 382 IM 783
		Temps complet	Professeur d'enseignement artistique de classe normale	33	Art. 3-1 ; 3-2 ; 3-3 2° Loi n°84-53	IM 382 IM 783
		Temps non complet : 75%	Professeur d'enseignement artistique de classe normale	1	Art. 3-1 ; 3-2 ; 3-3 2° Loi n°84-53	IM 382 IM 783
		Temps non complet : 50%	Professeur d'enseignement artistique de classe normale	25	Art. 3-1 ; 3-2 ; 3-3 2° Loi n°84-53	IM 382 IM 783
Bibliothécaire territorial	Bibliothécaire	Temps non complet : 50%	Vacant	2	Art. 3-1 ; 3-2 ; 3-3 2° Loi n°84-53	IM 382 IM 783
		Temps complet	Bibliothécaire	1	Art. 3-1 ; 3-2 ; 3-3 2° Loi n°84-53	IM 349 IM 658
		Temps complet	Vacant	1	Art. 3-1 ; 3-2 ; 3-3 2° Loi n°84-53	IM 349 IM 658
Attaché territorial	d'attaché à attaché principal	Temps non complet : 50%	Attaché de conservation du patrimoine	1	Art. 3-1 ; 3-2 ; 3-3 2° Loi n°84-53	IM 349 IM 783
Assistant territorial d'enseignement artistique	d'assistant d'enseignement artistique à assistant d'enseignement artistique principal de 1 ^{ère} classe	Temps complet	Assistant d'enseignement artistique principal de 1 ^{ère} classe	4	Art. 3-1 ; 3-2 Loi n°84-53	IM 314 IM 562
		Temps complet	Assistant d'enseignement artistique principal de 2 ^{ème} classe	9	Art. 3-1 ; 3-2 Loi n°84-53	IM 314 IM 562
		Temps non complet : 85%	Assistant d'enseignement artistique principal de 2 ^{ème} classe	1	Art. 3-1 ; 3-2 Loi n°84-53	IM 314 IM 562
		Temps non complet : 50%	Assistant d'enseignement artistique principal de 2 ^{ème} classe	2	Art. 3-1 ; 3-2 Loi n°84-53	IM 314 IM 562
		Temps complet	Assistant de conservation principal de 2 ^{ème} classe	1	Art. 3-1 ; 3-2 Loi n°84-53	IM 314 IM 562
Technicien territorial	d'adjoint du patrimoine de 1 ^{ère} classe	Temps complet	Assistant de conservation	1	Art. 3-1 ; 3-2 Loi n°84-53	IM 314 IM 562
Adjoint territorial du patrimoine	d'adjoint du patrimoine principal de 1 ^{ère} classe	Temps complet	Adjoint du patrimoine de 1 ^{ère} classe	1	Art. 3-1 ; 3-2 Loi n°84-53	IM 308 IM 430

Cadre d'emplois	Fourchette de grades	Temps de travail	Filière technique			Motifs pour lesquels les postes peuvent être occupés par des agents non titulaires	Rémunération minimum	Rémunération maximum
			Grade occupé par l'agent en poste	Nombre de postes de ce type				
Technicien territorial	de technicien à technicien principal de 1 ^{ère} classe	Temps complet	Technicien principal de 1 ^{ère} classe	6		Art. 3-1 ; 3-2 ; 3-3-1 ^o Loi n°84-53	IM 314	IM 562
		Temps complet	Technicien principal de 2 ^{ème} classe	3		Art. 3-1 ; 3-2 Loi n°84-53	IM 314	IM 562
		Temps complet	Technicien	2		Art. 3-1 ; 3-2 Loi n°84-53	IM 314	IM 562
Agent de maîtrise territorial	d'agent de maîtrise à agent de maîtrise principal	Temps complet	Agent de maîtrise	1		Art. 3-1 ; 3-2 Loi n°84-53	IM 310	IM 430
Agent de maîtrise territorial	d'agent de maîtrise à agent de maîtrise principal							
Adjoint technique territorial	d'adjoint technique de 2 ^{ème} classe à adjoint technique principal de 1 ^{ère} classe	Temps complet	Agent de maîtrise principal	2		Art. 3-1 ; 3-2 Loi n°84-53	IM 308	IM 430
		Temps complet	Adjoint technique principal de 1 ^{ère} classe	1		Art. 3-1 ; 3-2 Loi n°84-53	IM 308	IM 430
		Temps complet	Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe	2		Art. 3-1 ; 3-2 Loi n°84-53	IM 308	IM 430
Adjoint technique territorial	d'adjoint technique de 2 ^{ème} classe à adjoint technique principal de 1 ^{ère} classe	Temps non complet : 50%	Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe	1		Art. 3-1 ; 3-2 Loi n°84-53	IM 308	IM 430
		Temps complet	Adjoint technique de 1 ^{ère} classe	1		Art. 3-1 ; 3-2 Loi n°84-53	IM 308	IM 430
		Temps complet	Adjoint technique de 2 ^{ème} classe	1		Art. 3-1 ; 3-2 Loi n°84-53	IM 308	IM 430

Pour information : Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale

Article 3-1 Par dérogation au principe énoncé à l'article 3 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et pour répondre à des besoins temporaires, les emplois permanents des collectivités et établissements mentionnés à l'article 2 de la présente loi peuvent être occupés par des agents contractuels pour assurer le remplacement temporaire de fonctionnaires ou d'agents contractuels autorisés à exercer leurs fonctions à temps partiel ou indisponibles en raison d'un congé annuel, d'un congé de maladie, d'un congé de longue durée, d'un congé de maternité ou pour adoption, d'un congé parental ou d'un congé de présence parentale, d'un congé de solidarité familiale ou de l'accomplissement du service civil ou national, du rappel ou du maintien sous les drapeaux ou de leur participation à des activités dans le cadre des réserves opérationnelles, de sécurité civile ou sanitaire ou en raison de tout autre congé régulièrement octroyé en application des dispositions réglementaires applicables aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Les contrats établis sur le fondement du premier alinéa sont conclus pour une durée déterminée et renouvelés, par décision expresse, dans la limite de la durée de l'absence du fonctionnaire ou de l'agent contractuel à remplacer. Ils peuvent prendre effet avant le départ de cet agent.

Article 3-2 Par dérogation au principe énoncé à l'article 3 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 précitée et pour les besoins de continuité du service, les emplois permanents des collectivités et établissements mentionnés à l'article 2 de la présente loi peuvent être occupés par des agents contractuels pour faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire.

Le contrat est conclu pour une durée déterminée qui ne peut excéder un an. Il ne peut l'être que lorsque la communication requise à l'article 41 a été effectuée. Sa durée peut être prolongée, dans la limite d'une durée totale de deux ans, lorsque, au terme de la durée fixée au deuxième alinéa du présent article, la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi par un fonctionnaire n'a pu aboutir.

Article 3-3 Par dérogation au principe énoncé à l'article 3 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 précitée et sous réserve de l'article 34 de la présente loi, des emplois permanents peuvent être occupés de manière permanente par des agents contractuels dans les cas suivants :

1° Lorsqu'il n'existe pas de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes ;

2° Pour les emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par la présente loi : [...]

Les agents ainsi recrutés sont engagés par contrat à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans. Ces contrats sont renouvelables par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale de six ans.

Si, à l'issue de cette durée, ces contrats sont reconduits, ils ne peuvent l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN



Annexe 3 : Adhésion de la Haute école des arts du Rhin à différents organismes professionnels

Art Accord France
Association réunissant les responsables de relations internationales de l'enseignement supérieur artistique français et compte à ce jour une vingtaine de membres.
European League of institutes of the arts (E.L.I.A.)
La ligue promeut l'importance économique et culturelle des arts et de l'enseignement supérieur artistique en Europe. ELIA représente plus de 350 institutions de 47 pays dans toutes les disciplines artistiques (Art, Design, Théâtre, Musique, Danse, Architecture).
Cumulus
Le réseau CUMULUS, fondé en 1990, regroupe plus de 189 universités et écoles d'art et de design à travers le monde représentant 46 pays.
Fédération Unie des Auberges de Jeunesse
Maillon français du réseau international des Auberges de Jeunesse (IYHF). Ce réseau comprend 4000 Auberges dont 140 en France. L'adhésion à la FUAJ ouvre l'accès à l'ensemble du réseau mondial.
AEC
L'association européenne des conservatoires est un réseau européen culturel et éducatif regroupant 280 institutions membres dans 55 pays.
Versant Est
Versant Est est un réseau professionnel rassemblant les structures de développement de l'art contemporain implantées en Alsace.
Association nationale des écoles d'art (ANDEA)
L'ANDEA a pour mission de valoriser, de promouvoir au plan national et international, les enjeux et les actions développés par les établissements d'enseignement supérieur des arts plastiques et de faire évoluer les statuts de ces institutions. Elle est le principal interlocuteur du ministère de la culture pour les questions pédagogiques et institutionnelles.
France Design Education
Association française d'écoles de design, FDE promeut le design et les arts appliqués, en tant qu'activité d'enseignement, de création, d'innovation et de recherche tant sur le plan formation que sur le plan professionnel.
Association des responsables communication de l'enseignement supérieur (ARCES)
L'ARCES a pour but de promouvoir la fonction "communication" dans les établissements d'enseignement supérieur et de favoriser les échanges et confrontations d'expériences entre les responsables de la communication.
Club de la presse
Le Club de la presse Strasbourg - Europe propose des débats, des rencontres et des manifestations aux journalistes et professionnels de la communication.

